

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SBAA DECHETTERIE PLERIN

ZA de Sainte Croix
déchetterie
22190 Plérin

Références : 2025.141 - recommandé n° 1A 215 042 4070 9
Code AIOT : 0005503577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement SBAA DECHETTERIE PLERIN implanté ZA de Sainte Croix déchetterie 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un porté à connaissance relatif à la mise en service d'un nouveau bâtiment dédié aux déchets dangereux sur la déchèterie de Plérin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SBAA DECHETTERIE PLERIN

- ZA de Sainte Croix déchetterie 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005503577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Plérin, est une installation en exploitation relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elle est autorisée pour la collecte de déchets dangereux (rubrique 2710, régime A), la collecte de déchets non dangereux (rubrique 2710, régime E) et le broyage de déchets verts (rubrique 2794, régime E).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des volumes autorisés	Autre du 18/09/2018, article PAC	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande d'action corrective	3 mois
10	Analyses des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Sécurité autour du bassin de décantation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.	Sans objet
3	Ventilation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.	Sans objet
4	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.	Sans objet
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.	Sans objet
6	Cloûture de	Arrêté Ministériel du 26/03/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'installation.	article 15	
8	Dispositifs d'obturation pour les eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Sans objet
11	Bruit et nuisances sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchèterie de Plérin présente un site propre et bien entretenu. L'organisation générale est satisfaisante. Toutefois, l'inspection réalisée sur la base des arrêtés ministériels applicables (2710 A, 2710 E, 2794 E) met en évidence un besoin de rigueur renforcée dans le suivi réglementaire, notamment en matière de traçabilité, de documentation et de formalisation des contrôles. La gestion du risque incendie liée à l'activité de broyage, le suivi de la qualité des eaux rejetées et la prévention du risque de chute feront l'objet d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des volumes autorisés

Référence réglementaire : Autre du 18/09/2018, article PAC					
Thème(s) : Situation administrative, Volumes					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Alinéa	Régime	Activité	Date de mise en service	Volume
2710	1-a	A	collecte de déchets dangereux-A	06/12/1999	8 t
2794	1	E	Broyage de déchets verts	06/12/1999	330 t/j
2710	2-a	E	collecte de déchets non dangereux-E		5600 m3
Constats :					
La tenue du registre de suivi des déchets est conforme aux exigences de l'article 17 de l'arrêté du 26 mars 2012. Concernant le stockage des déchets dangereux, bien que le site soit autorisé					

jusqu'à 8 tonnes, le registre atteste d'un niveau moyen de stockage ne dépassant pas 2 tonnes, en cohérence avec les capacités du bâtiment dédié.

Par ailleurs, l'ensemble des volumes déclarés dans le porté à connaissance est conforme aux seuils réglementaires autorisés :

2710-1a (A) : collecte de déchets dangereux – 8 tonnes,

2794-1 (E) : broyage de déchets verts – 330 tonnes/jour,

2710-2a (E) : collecte de déchets non dangereux – 5 600 m³.

Cependant, il est nécessaire d'améliorer la visibilité en temps réel des volumes et quantités de déchets présents sur le site. Actuellement, un suivi en temps réel n'est pas systématiquement disponible. Or, selon l'article 3 de l'arrêté du 26 mars 2012, il est prévu : "Dossier « Installation classée » : l'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comprenant, notamment, le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de garantir un suivi conforme aux exigences, l'exploitant doit mettre en place un système permettant une consultation en temps réel des volumes stockés, en lien avec les exigences réglementaires mentionnées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Constats :

Les déchets dangereux sont correctement entreposés dans des locaux spécifiques et dédiés, conformément à la réglementation. Ces locaux sont bien protégés contre les intempéries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
Constats : Les locaux de stockage des déchets dangereux sont ventilés conformément aux prescriptions en vigueur, avec une ventilation statique, et le débouché de la ventilation est situé loin des habitations voisines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Retention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : L'aire de stockage des matières dangereuses est située dans un local dédié, avec un sol en chape béton étanche, conformément aux prescriptions en vigueur. Le local est conçu pour recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les

stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.
Constats : La capacité de rétention sous le bâtiment est de 1 000 m ³ , permettant de garantir la collecte des eaux de lavage et des produits répandus accidentellement. De plus, une partie des déchets est stockée dans des bacs étanches, assurant une gestion sécurisée des matières dangereuses et minimisant les risques de pollution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : L'installation est entourée d'une clôture correctement entretenue et réparée suite à des incidents d'intrusion antérieurs, garantissant ainsi l'interdiction d'entrée non autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de

<p>raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un poteau d'incendie est présent à l'entrée du site. Toutefois, un relevé de débit est absent et nécessite vérification et transmission. • Des extincteurs sont répartis à l'intérieur et à l'extérieur, adaptés aux risques et facilement accessibles. • Un téléphone est disponible pour alerter les services d'incendie. • Des plans des locaux, incluant les dangers, sont présents pour faciliter l'intervention.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir le relevé des débits du poteau incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Dispositifs d'obturation pour les eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>-Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux vannes d'obturation sont présentes sur le site, l'une dans la zone de tri et l'autre dans la</p>

zone des déchets verts, pour gérer les eaux d'extinction. Elles permettent de recueillir et de traiter les eaux potentiellement polluées en cas de sinistre, y compris celles utilisées lors d'un incendie. Ces vannes ont été testées lors de l'inspection et doivent être contrôlées régulièrement pour garantir leur efficacité et leur conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

- Deux réseaux spécifiques sont en place : un pour les eaux propres et un pour les eaux souillées.
- Deux séparateurs sont installés : un pour le quai de tri et un pour les déchets verts.
- Le débourbeur est en bon état, entretenu, et sa vidange est réalisée régulièrement.
- Un contrôle visuel a été effectué, et les factures ainsi que le plan des réseaux ont été présentés lors de l'inspection.
- Le bassin de décantation de la plateforme de déchets verts est fortement eutrophisé et nécessite une intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le bassin de décantation de la plate-forme de déchets nécessite un entretien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Analyses des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 38

Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. [...]</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35* est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> <p>----</p> <p>*article 35</p> <p>Valeurs limites de rejet. Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; [...]</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune analyse des rejets aqueux n'a été présentée lors de l'inspection, alors qu'une analyse doit être réalisée au minimum tous les ans, conformément aux exigences réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder à une analyse des rejets aqueux dans les plus brefs délais, conformément à l'arrêté ministériel applicable, et s'assurer que cette analyse soit renouvelée au minimum tous les trois ans. Les résultats devront être tenus à disposition de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Bruit et nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41									
Thème(s) : Autre, Valeurs limites de bruit									
Prescription contrôlée : I. - Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :									
<table border="1"><thead><tr><th>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr></thead><tbody><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></tbody></table>	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés							
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)							
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)							
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.									
Constats : Le rapport de contrôle acoustique SOCOTEC en date du 24/10/2024 a été présenté lors de l'inspection. Les mesures de niveaux sonores relevés sont conformes aux valeurs limites réglementaires.									
Type de suites proposées : Sans suite									

N° 12 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires

d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m ²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : Le stockage des déchets verts est situé à moins de 20 mètres des limites du site, ce qui n'est pas conforme. La proximité d'autres installations, notamment une zone d'activités avec des palettes, augmente le risque d'incendie. Aucun FLUMILOG ne prouve l'absence d'effet léthal hors site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter une distance de 20 mètres entre la zone de stockage/broyage des déchets verts et les limites du site, ou prouver l'absence d'effets létaux au-delà du site via un FLUMILOG. Si nécessaire, un mur coupe-feu E120 devra être installé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Sécurité autour du bassin de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes
Prescription contrôlée : Prévention des chutes et collisions. Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : Le bassin de décantation de la plateforme de déchets verts n'est pas équipé de barrière ou de rambarde, augmentant le risque de chute accidentelle de personnes ou de véhicules. Ce point constitue une non-conformité au regard des prescriptions relatives à la prévention des chutes sur les zones en hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sécuriser le bassin de décantation des déchets verts en installant une barrière ou une rambarde adaptée, et mettre en place une signalisation visible du risque de chute.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois